

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/M/13

28 janvier 1997

(97-0293)

---

## Comité du commerce et du développement Treizième session

### NOTE SUR LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 1996

Président: S.E. M. Nacer Benjelloun-Touimi (Maroc)

A. Adoption de l'ordre du jour

1. L'ordre du jour ci-après a été adopté:

- A. Adoption de l'ordre du jour
- B. Examen de l'application des dispositions spéciales des accords commerciaux multilatéraux et des décisions ministérielles connexes en faveur des pays en développement Membres, et en particulier des moins avancés d'entre eux
  - Surveillance de la mise en oeuvre de la Partie IV du GATT de 1994 et de la Clause d'habilitation (WT/COMTD/7, WT/COMTD/N/2/Add.2-3, WT/COMTD/N/5/Add.1)
- C. Examen annuel des activités de coopération technique de l'OMC qui concernent les pays en développement Membres
- D. Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC
  - Modalités
- E. Autres questions

2. Le Comité est convenu d'inviter à sa réunion suivante les organisations internationales qui avaient été invitées à la présente réunion.

B. Examen de l'application des dispositions spéciales des accords commerciaux multilatéraux et des décisions ministérielles connexes en faveur des pays en développement Membres, et en particulier des moins avancés d'entre eux

- Surveillance de la mise en oeuvre de la Partie IV du GATT de 1994 et de la Clause d'habilitation (WT/COMTD/7, WT/COMTD/N/2/Add.2-3, WT/COMTD/N/5/Add.1)

3. Le Président a rappelé que dans l'aérogamme relatif à la convocation de la réunion, les Membres avaient été invités à notifier au Secrétariat, à temps pour qu'ils puissent être distribués et examinés à cette session, les renseignements présentant un intérêt pour l'examen de ce point de l'ordre du jour auquel le Comité devait procéder. Le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Association latino-américaine d'intégration avaient fait parvenir des notifications distribuées respectivement sous les cotes WT/COMTD/N/2/Add.2 et 3, WT/COMTD/N/5/Add.1 et WT/COMTD/7.

4. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il avait de brèves informations à communiquer sur l'état de la législation de son pays relative au Système généralisé de préférences (SGP). Conformément aux récentes dispositions portant reconduction de cette législation auxquelles il avait été donné force de loi le 1er octobre 1996, celle-ci viendrait à expiration le 31 mai 1997. Le Président demanderait une

nouvelle autorisation pour l'application du SGP, au début de la prochaine session du congrès qui se réunirait en janvier 1997. Le programme prévoyait le remboursement des droits de douane versés à compter du 1er août 1995, au vu des documents appropriés. En outre, l'exécutif américain était habilité à élargir la gamme des produits visés par le SGP pour les PMA uniquement pendant que la législation relative au SGP était en vigueur. Au cours des prochains mois, il examinerait la liste des produits visés et certaines exclusions à cet égard. La prochaine législation serait probablement différente de celle qui était actuellement en vigueur.

5. Le représentant du Canada a dit qu'il avait été procédé à un examen du schéma SGP de son pays et qu'il pensait que le nouveau schéma SGP était entré en vigueur au début de l'année. Il espérait pouvoir communiquer en temps voulu des renseignements complets aux délégations.

6. Le Comité a pris note des déclarations faites.

C. Examen annuel des activités de coopération technique de l'OMC qui concernent les pays en développement Membres

7. Le Président a rappelé que le Secrétariat avait distribué son Rapport sur la coopération technique et la formation pour 1996 sous la cote WT/COMTD/W/21. Ce document complétait les informations fournies pour 1996 et s'ajoutait à un rapport antérieur soumis au Comité en mai (WT/COMTD/W/14) et en juin de la même année (WT/COMTD/W/14/Add.1).

8. Le représentant de la Suisse a déploré que le rapport annuel sur la coopération technique n'ait été distribué que peu de temps avant la réunion. Le représentant du Secrétariat a dit que la charge de travail importante occasionnée par la préparation de la Conférence ministérielle de Singapour était à l'origine de cette distribution tardive. Le représentant de l'Uruguay a dit qu'il serait utile de recevoir plus tôt la documentation à l'avenir mais qu'il comprenait les raisons de ce retard.

9. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation aurait préféré recevoir ce document plus tôt mais que plusieurs améliorations avaient été apportées au fil des ans. Sa délégation avait quelques suggestions à formuler pour l'avenir. Les séminaires régionaux devaient être encouragés car c'était une méthode qui permettait, dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité, de favoriser une meilleure connaissance des différents pays et d'aider les fonctionnaires à mieux comprendre mutuellement leurs difficultés. L'intervenant s'est félicité des travaux accomplis lors de l'établissement du manuel sur les obligations en matière de notification qui serait utile à de nombreuses délégations. Les pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux, devaient être encouragés à se soumettre au mécanisme d'examen des politiques commerciales à l'avenir. Il a rappelé que sa délégation avait fait une observation analogue lors de l'examen du rapport annuel du Comité. L'examen des politiques commerciales, effectué même à des intervalles plus courts que ceux prévus à l'annexe 3 de l'Accord instituant l'OMC, était probablement l'une des formes d'assistance technique les plus complètes pouvant être fournies aux pays, car elle les obligeait à rationaliser leur politique commerciale et à vérifier, lors de l'établissement des rapports, le degré de mise en oeuvre des obligations. Ce mécanisme utile était pour les administrations nationales l'occasion de réfléchir sur leur action. A propos du rapport sur la coopération technique, l'intervenant a suggéré que le Comité évite de limiter son évaluation aux seuls aspects quantitatifs. Il serait utile de connaître le point de vue du Secrétariat sur les difficultés rencontrées. Le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités institutionnelles, par exemple, figuraient au premier plan de l'activité du Comité. Quel avait été le résultat de ces efforts? A quelles difficultés se heurtaient les pays? Les réponses à ces questions seraient importantes, non seulement pour déterminer le budget ordinaire des organisations mais également pour aider les gouvernements Membres donateurs. Si les gouvernements Membres voulaient fournir leur contribution à titre volontaire, ils auraient besoin de mieux comprendre quelles étaient ces difficultés. Ainsi, il serait utile que le Secrétariat procède à une évaluation qualitative du type de problèmes qui

existait et avait été mis en évidence au cours des séminaires et des missions d'étude. D'autre part, le rapport comprenait la phrase suivante: "En outre, des études approfondies sur les résultats du Cycle d'Uruguay ont été élaborées pour des pays ou groupes de pays qui en faisaient la demande, ainsi que des notes d'information sur des questions spécifiques dans différents domaines des négociations." Il serait utile de disposer d'une liste de ces notes d'information.

10. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il avait reçu, lui aussi, le rapport trop tard pour le lire attentivement. Il approuvait les idées des Communautés européennes sur l'amélioration de l'assistance technique dont il avait été question à diverses réunions consacrées par le Comité à ce sujet au cours de l'année écoulée. Une évaluation qualitative écrite du Secrétariat serait donc utile, même si elle n'avait peut-être pas été l'objectif initial du rapport. En effet, les activités d'assistance technique entreprises devaient être portées à la connaissance du Comité. Il existait toutefois des informations ou analyses intéressantes qui pourraient être présentées et il serait utile que le Secrétariat envisage d'établir, au cours des tout prochains mois, un autre document dans lequel il évaluerait les points forts et les atouts des programmes en fonction de l'expérience qu'il avait acquise en les mettant en oeuvre. D'autres analyses de ce type pourraient permettre au Comité de s'attacher essentiellement à déterminer la manière de rendre l'assistance technique aussi fructueuse que possible.

11. Le représentant de la Norvège a remercié le Secrétariat d'avoir fourni un tour d'horizon des activités d'assistance technique menées à bien au cours de l'année écoulée et s'est félicité, en particulier, de celles qui l'avaient été au moyen du Fonds d'affectation spéciale de l'OMC pour l'assistance technique. Il a encouragé le Secrétariat à poursuivre ces dernières en 1997 sans empiéter, bien entendu, sur les activités relevant du budget ordinaire. Par ailleurs, il a reconnu que les observations faites par les Communautés européennes et les Etats-Unis au sujet d'une évaluation qualitative des activités menées à bien présentaient de l'intérêt. Toutes les délégations tireraient profit d'une telle évaluation des différentes activités par le Secrétariat.

12. Le représentant de l'Egypte s'est félicité des efforts déployés par le Secrétariat pour intensifier la coopération avec d'autres organisations internationales, en particulier la CNUCED et le PNUD. Sa délégation approuvait un certain nombre d'observations faites par la délégation des Communautés européennes. Premièrement, le manuel sur les obligations en matière de notification avait été utile selon certaines informations parvenues à la délégation égyptienne et il remerciait le Secrétariat des efforts entrepris pour l'établir. Deuxièmement, sa délégation approuvait la déclaration du représentant des Communautés européennes relative aux difficultés rencontrées par le Secrétariat. Troisièmement, il considérait, comme les délégations des Etats-Unis et des Communautés européennes, qu'une évaluation qualitative serait utile et pourrait faire l'objet d'un document distinct. Sa délégation espérait que ce document serait prêt pour la réunion suivante du Comité et que ce point resterait à l'ordre du jour des réunions ultérieures afin que le Comité puisse examiner le rapport comme il convient. Enfin, sa délégation approuvait l'intervention des Communautés européennes concernant les documents et les efforts d'ores et déjà faits dans différents pays. Il serait utile d'avoir des précisions sur les activités spécifiques dont certains pays en développement bénéficiaient car ces dernières pourraient être répétées facilement et à moindres frais, une fois effectués les travaux initiaux, au profit d'autres pays en développement, en particulier des moins avancés d'entre eux. Il espérait pouvoir formuler de nouvelles observations circonstanciées sur le rapport à la réunion suivante.

13. Le représentant de la Suisse a dit qu'il avait des remarques préliminaires à faire, non sur les activités de coopération technique menées par l'OMC, mais plutôt sur le rapport proprement dit. A cet égard, il approuvait les interventions des orateurs précédents et a dit qu'il serait intéressant de tirer des leçons des difficultés rencontrées et des succès obtenus dans le cadre des programmes de coopération technique antérieurs. Sa délégation comprenait que le Secrétariat ait suivi le même mode de présentation que par le passé puisque les rapports précédents n'avaient pas suscité des commentaires semblables à ceux qui avaient été formulés à la réunion en cours. Cependant, les rapports futurs pourraient être

présentés sous une forme différente, dont il faudrait convenir en tenant compte des travaux et du suivi effectués au cours de l'année. Sa délégation approuvait l'idée de disposer d'un nouveau rapport au cours des tout prochains mois, après que le Comité en aurait examiné les modalités. Il conviendrait, en particulier, de faire figurer l'évaluation des programmes antérieurs dans ce rapport et d'y définir les critères de cette évaluation. L'intervenant a suggéré que le Secrétariat établisse un rapport plus circonstancié, fondé sur les critères dont il devait convenir. Sa délégation approuvait aussi les interventions d'autres délégations qui avaient proposé que ce point reste à l'ordre du jour de la réunion suivante.

14. Le représentant de l'Argentine a dit que le rapport était un document excellent et il comprenait les raisons du retard constaté dans sa distribution. En outre, il s'est déclaré satisfait des travaux consacrés au manuel sur les obligations en matière de notification: c'était là un instrument utile pour les autorités, qui constituait une base pour les consultations, permettant aux Membres de mieux s'acquitter des obligations résultant des Accords de l'OMC. Enfin, l'absence d'analyse qualitative dans le rapport était peut-être due à un manque de contacts entre les pays concernés et le Secrétariat. Les délégations, tout comme le Secrétariat, étaient tenues de contribuer à cette analyse. Le gouvernement de l'intervenant, par exemple, aurait pu exprimer une franche gratitude s'il avait été invité à évaluer les cours organisés dans son pays. Sa délégation aimerait participer à l'élaboration de l'analyse qualitative.

15. La représentante de l'Australie a dit, à titre préliminaire, qu'elle souhaitait associer sa délégation à celles qui avaient suggéré que le Secrétariat évalue les difficultés rencontrées et les succès obtenus au cours de l'année écoulée. Cette évaluation serait utile pour le débat du Comité sur les modalités et l'application des lignes directrices pour la coopération technique. Il serait bon que le Comité dispose, à temps pour une réunion qui aurait lieu au début de 1997, d'un rapport du Secrétariat du type proposé par l'Egypte.

16. Le représentant du Venezuela a remercié le Secrétariat des travaux accomplis dans le domaine de la coopération technique. Sa délégation n'ignorait pas que les ressources administratives et autres du Secrétariat avaient été utilisées au maximum pour les préparatifs de la Conférence ministérielle de Singapour. Il était d'accord avec le représentant de l'Argentine au sujet de l'évaluation des activités. Les gouvernements bénéficiaires de la coopération technique pouvaient faire rapport sur la manière dont ils avaient tiré profit des programmes mis en oeuvre par l'OMC. Il se demandait si une distinction avait été faite entre les activités menées dans le cadre du budget ordinaire de l'OMC et celles qui l'avaient été grâce au Fonds d'affectation spéciale pour les activités de coopération technique.

17. Le Président, intervenant en sa qualité de représentant du Maroc, a remercié le Secrétariat du rapport et a dit qu'il existait une volonté résolue de faire de cette coopération technique la meilleure qui soit. Le rapport portait sur toutes les activités mises en oeuvre par l'OMC en coopération avec d'autres institutions. Cependant, l'intervenant considérait qu'il était plutôt vague. Malgré les tableaux, les renseignements détaillés permettant d'évaluer la situation faisaient défaut. Dans certaines parties, il était difficile de distinguer les activités menées par l'OMC de celles qui l'étaient par une autre organisation, comme la CNUCED. Il fallait prévoir une section séparée pour les cas où l'OMC avait été invitée avec la délégation d'une autre organisation par exemple le PNUD, indiquant clairement quelle avait été la contribution du personnel de l'OMC aux efforts déployés. Autrement, le rapport pouvait donner l'impression que l'OMC était intervenue en dehors de son champ d'activité et de sa compétence. Le Comité devait être attentif en ce qui concernait la description des travaux. De nombreuses questions sur le programme d'assistance technique pour l'Afrique avaient été posées. Si le Comité ne convenait pas de la teneur du rapport, il ne saurait pas ce qu'il devait en attendre. Ce serait un document narratif sans utilité réelle. Le Comité devait s'assurer que le rapport contenait suffisamment de précisions sur les activités ainsi qu'une bonne évaluation pour lui permettre de formuler des recommandations.

18. Le Président a proposé que le Comité revienne sur ce point de l'ordre du jour à sa réunion suivante et élabore, au cours de l'année suivante, un modèle ou des lignes directrices pour l'établissement d'un rapport annuel sur les activités de coopération technique. Dans l'intervalle, les délégations soumettraient des communications écrites en vue d'aider le Secrétariat à produire en janvier 1997 un document plus utile permettant d'évaluer les activités d'assistance technique menées en 1996.

19. Le Comité en est ainsi convenu.

D. Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC

- Modalités

20. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion du Comité, tenue le 31 octobre, il avait mentionné son intention de soulever cette question importante à la réunion en cours afin d'ouvrir le débat qui lui serait consacré et de le poursuivre l'année suivante. Il a ajouté que la délégation du Maroc avait soumis au Comité du budget une déclaration sur cette question et ses aspects budgétaires, qui figurait dans le document WT/BFA/W/12 daté du 19 novembre 1996. Le Secrétariat avait donné à sa délégation certaines réponses aux questions qu'elle avait posées à ce sujet au Comité du budget. Comme les réponses n'avaient pas pleinement répondu à toutes les questions, la délégation du Maroc adresserait à nouveau ses questions au Secrétariat à l'avenir. L'intervenant entendait demander au Comité du budget de distribuer le texte des réponses dans un document officiel.

21. Un représentant du Secrétariat a présenté la note informelle du Secrétariat intitulée "Coopération technique de l'OMC: Modalités de mise en oeuvre"<sup>1</sup>, du 25 novembre 1996. En présentant cette note, le Secrétariat avait eu pour intention d'aider les délégations dans leurs travaux sur cette question. La note informelle indiquait par conséquent les différentes activités de coopération technique menées à bien par le Secrétariat sans les classer selon leur importance ou envergure relatives. Toutes les formes de prestation qui y étaient mentionnées avaient été utilisées à des degrés divers pour fournir une assistance technique, et faisaient partie des moyens et instruments auxquels l'OMC avait recours pour mettre en oeuvre les différents éléments de la formation et de l'assistance. Cette importance relative dépendait de la demande des différents bénéficiaires. Ce document traitait, entre autres choses, de la manière dont la coopération technique devait être organisée à l'avenir, notamment de la désignation d'un point central, c'est-à-dire d'un fonctionnaire ou d'un service qui serait chargé, dans le pays bénéficiaire, d'assurer la liaison avec l'OMC. Un élément revêtait une importance particulière: le choix des fonctionnaires des pays bénéficiaires qui seraient formés, dans le cadre d'un programme, pour jouer le rôle d'instructeurs, selon ce qui avait été dit et convenu dans les Lignes directrices pour la coopération technique, et il y avait aussi le point relatif au personnel qualifié local à utiliser également dans les activités de coopération technique futures aux niveaux national, régional ou sous-régional. En ce qui concernait la coordination, le Secrétariat proposait que la Division de la coopération technique et de la formation coordonne et administre la collaboration de l'OMC dans le domaine de l'assistance technique avec d'autres organisations, la CNUCED, le CCI et la Banque mondiale par exemple, ainsi qu'aux niveaux régional et sous-régional. Cette division serait également chargée de négocier et d'exécuter des programmes interinstitutions. Ceux-ci constituaient un secteur en expansion car d'autres organisations souhaitaient de plus en plus entreprendre des activités conjointes avec l'OMC. Enfin, certaines organisations menaient déjà des activités conjointes avec d'autres divisions du Secrétariat, surtout dans les domaines des droits de douane, de la propriété intellectuelle et de l'agriculture. La coordination de ces activités devrait aussi incomber à la Division de la coopération technique et de la formation et, par conséquent, au Comité du commerce et du développement au stade suivant, c'est-à-dire celui de la supervision.

---

<sup>1</sup>Note informelle pour la treizième session du Comité du commerce et du développement, datée du 25 novembre 1996 (job n° 6474).

22. Le représentant du Secrétariat a ensuite expliqué que, pour ce qui était de la gestion, le Secrétariat mènerait ses travaux dans le cadre d'un plan triennal, conformément à ce qui avait été approuvé dans les Lignes directrices. Ce plan avait été assorti de réserves en ce sens que la Division de la coopération technique et de la formation essayait de déterminer le type d'activités à prévoir par région, ce qui serait fait à titre indicatif et soumis à un accord portant spécifiquement sur chaque plan annuel. Pour la présentation des demandes d'assistance technique adressées à l'OMC ainsi que la mise à disposition des contributions volontaires destinées à financer certains types d'activités, une date limite avait été proposée dans le document à titre d'exemple afin de permettre l'élaboration d'une base pour les activités de l'année suivante. La date du 15 novembre était mentionnée dans la note informelle mais uniquement à titre indicatif. Il avait été également important de conserver la possibilité d'accéder, dans la mesure du possible, à de nouvelles demandes qui seraient adressées alors que le plan adopté était en cours d'application. Enfin, l'intervenant souhaitait souligner qu'en ce qui concernait les modalités, des rapports seraient faits au Comité du commerce et du développement, conformément aux instructions que la Division de la coopération technique et de la formation recevrait du Comité, comme il avait été dit au titre du point de l'ordre du jour précédent, et le Comité superviserait les travaux accomplis dans ce domaine.

23. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation n'avait que des observations préliminaires à formuler pour le moment. Certaines idées intéressantes avaient été exprimées et la note informelle pouvait être améliorée, surtout la partie relative aux formes de prestation. La même difficulté avait déjà été rencontrée dans le cas des rapports annuels sur la coopération technique des deux dernières années. Il était maintenant indispensable que le Comité examine les formes de prestation afin de définir ou de redéfinir plus clairement ce que chacune de ces activités signifiait. Un pays demandeur devant faire un choix parmi les éléments présentés risquait de se sentir plus déconcerté qu'aidé. Il importait de savoir ce que l'on entendait par séminaire national, mission technique ou séminaire approfondi. Qu'étaient un stage de formation spécial, un programme de formation pratique et la participation à d'autres activités régionales ou sous-régionales et aux activités menées à Genève? Il était indispensable de disposer d'une définition sans ambiguïté de chacun des éléments proposés afin que les délégations puissent demander à utiliser celui qui leur conviendrait le mieux. Le Comité devait mettre à profit son débat pour essayer de mieux définir ces concepts. La délégation des Communautés européennes proposait qu'une section consacrée au suivi soit ajoutée au document, à l'instar de ce qui avait été indiqué dans les Lignes directrices, mais non dans la note informelle, jusqu'à présent. Elle considérait qu'il serait utile de reformuler légèrement le passage sur la coordination au niveau international afin de préciser que le Secrétariat élaborerait, négocierait et exécuterait des programmes interinstitutions, pour la part qui le concernait.

24. Le représentant des Communautés européennes a ensuite émis un avis sur la partie de la note informelle relative à la gestion. Comme le représentant du Secrétariat l'avait expliqué, des idées utiles y étaient énoncées. Cependant, la préférence devait être donnée à la fixation d'une échéance afin que le Secrétariat soit mieux en mesure de planifier les activités pour l'année à venir. Il serait également utile que les demandes d'assistance technique soient accompagnées de justificatifs. Une demande devait non seulement solliciter l'organisation d'un séminaire dans une capitale donnée mais aussi expliquer pourquoi ce séminaire était nécessaire pour le pays demandeur, ce qui aiderait le Secrétariat à mieux connaître les difficultés des différents Membres de l'OMC. Enfin, l'intervenant a proposé que la phrase indiquant que toutes les demandes et contributions devaient être adressées à la Division de la coopération technique et de la formation figure plus haut dans le document, probablement au début de la partie sur la gestion afin de déterminer le sens des dispositions qui suivaient.

25. Le représentant du Canada a dit que l'on ne comprenait pas clairement comment fonctionnait la relation entre la Division de la coopération technique et de la formation et les divisions opérationnelles de l'OMC. Il était évident que la Division de la coopération technique et de la formation assurait la coordination mais il semblait que la prestation incombait principalement aux divisions opérationnelles.

Une explication plus précise de la manière dont ce mécanisme de prestation fonctionnait devrait peut-être figurer dans la prochaine version, dans la partie relative à la gestion. Il convenait avec le représentant des Communautés européennes que toutes les demandes devaient parvenir au Secrétariat par l'intermédiaire de la Division de la coopération technique et de la formation. Il ne savait pas si c'était là la pratique courante. Lorsqu'un pays donné souhaitait bénéficier d'une aide en matière de règlement des différends, par exemple, les demandes étaient-elles adressées à la Division des affaires juridiques? Il aimerait avoir des informations sur ces procédures ainsi que sur la question de savoir qui approuvait les activités d'assistance technique.

26. Le représentant de l'Argentine a appelé l'attention sur la question de la flexibilité de la mise en oeuvre de la coopération technique qui était importante et devait être préservée. En outre, sa délégation s'interrogeait sur la façon dont les travaux relatifs aux "formes de prestation" s'intégreraient aux Lignes directrices d'ores et déjà établies. Les travaux consacrés aux Lignes directrices avaient été longs mais avaient permis de définir les paramètres de la coopération technique. Sa délégation ne voyait pas l'intérêt de négociations sur les modalités qui réitéreraient les négociations sur les Lignes directrices. Certains engagements que les Etats devraient prendre pour bénéficier de la coopération technique étaient énoncés dans la partie du texte sur l'engagement à long terme. Ils ne devaient pas être interprétés nécessairement comme une condition indispensable à remplir pour bénéficier de cette coopération. Dans cette partie, il était question, par exemple, de l'avantage qu'il y aurait à faire en sorte qu'un fonctionnaire ou un service soit "chargé d'assurer la liaison" dans le pays intéressé, ce qui ne devait pas être une obligation à remplir pour bénéficier effectivement de la coopération technique. Si le Comité continuait à travailler dans ce sens, il devait être explicite. Il serait peut-être plus utile que ce texte demeure une sorte de note informelle à caractère indicatif qui pourrait, à l'avenir, servir au Secrétariat de guide pour l'élaboration des rapports annuels.

27. Le représentant de l'Uruguay a dit qu'il était tout à fait d'accord avec les propos tenus par le représentant de l'Argentine et souhaitait souligner plusieurs points. Tout d'abord, la première qualité du débat et de la note informelle était leur caractère général. Sa délégation souscrivait aux idées exprimées par le représentant des Communautés européennes selon lesquelles il pourrait être intéressant de savoir, d'une manière générale, ce que chacun des éléments signifiait sans qu'il soit nécessaire de recourir à une définition semblable à celle des dictionnaires qui pourrait être contraignante et restrictive. La coopération technique avait le mérite de ne pas être restrictive et de s'adapter aux besoins de chaque pays demandant à bénéficier de l'assistance. La délégation de l'Uruguay ne préconisait pas un texte négocié qui aurait ce caractère restrictif. Comme bien souvent les pays n'avaient pas besoin d'une modalité particulière mais plutôt d'une combinaison de différentes modalités ou de certains aspects de ces modalités, il serait bon de prévoir une souplesse suffisante. La coopération Sud-Sud était très utile car l'on pouvait souvent apprendre plus facilement en tirant des leçons des expériences des autres que dans le cadre d'un enseignement dispensé du sommet à la base, par le professeur à l'élève. C'était l'approche adoptée au niveau régional. C'est pourquoi il conviendrait peut-être de tenir compte de l'expérience régionale à l'avenir.

28. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation avait reçu la note informelle assez tard et qu'elle formulerait, par conséquent, des observations plus précises à son sujet ultérieurement. Ce document semblait constituer un bon point de départ pour l'élaboration des modalités de mise en oeuvre. Afin d'atteindre les objectifs énoncés dans les Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC, il était impératif que ces modalités soient élaborées par le Comité et qu'elles soient suffisamment utiles et précises pour qu'il puisse mettre en place un type de coopération technique qui profite tant aux donateurs qu'aux bénéficiaires et, en fait, à l'image de l'OMC. Il y avait certaines erreurs que l'on pouvait corriger grâce à un travail plus poussé pour rendre les modalités plus précises. Tout d'abord, il fallait réfléchir davantage au fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale de l'OMC. Conformément aux dispositions de la seconde partie, point 4, paragraphe c), des Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC, où il était stipulé que "le Fonds d'affectation spéciale de l'OMC [serait] géré

conformément aux recommandations énoncées dans la décision prise par le Conseil général le 18 juillet 1996 et aux Règlement financier et Règles de gestion financière (...) datés du 5 août 1996", il était maintenant nécessaire de définir les règles spécifiques de la gestion de ce fonds. Une idée consistait à diviser ce fonds en deux parties: une partie réservée et une partie non réservée. Les contributions non réservées pourraient servir à financer toutes les activités et projets mentionnés dans le plan triennal de l'OMC pour la coopération technique et les contributions réservées pourraient être utilisées pour des projets particuliers que le donateur pourrait choisir sur les listes de projets figurant dans ce plan. Une autre question appelant réflexion concernait le rôle et le nombre des donateurs qui pourraient contribuer au Fonds d'affectation spéciale de l'OMC.

29. Le représentant de la Suisse a ensuite dit que le deuxième problème avait trait à la gestion des projets et aux critères d'évaluation. Il était stipulé dans la première partie des Lignes directrices que la coopération technique serait "gérée par le Secrétariat et réexaminée par les Membres, conformément aux directives opérationnelles et aux modalités de mise en oeuvre qui [seraient] établies par le Comité du commerce et du développement" tandis que dans la seconde partie, point 4, paragraphe c), il était prévu qu'un contrôle et une évaluation seraient effectués "par le Comité du commerce et du développement sur la base d'une évaluation annuelle des résultats des activités d'assistance technique de manière à garantir une utilisation optimale des ressources conformément à des critères d'évaluation appropriés". Sa délégation considérait que ces directives opérationnelles et ces critères d'évaluation devaient être élaborés par le Comité sur la base des documents existants, tels que le "ITC Manual on Programming Project Design, Monitoring and Evaluation" (manuel du CCI pour la programmation, la conception, le suivi et l'évaluation des projets. Un "suivi de chaque programme" et une "évaluation de son efficacité" étaient prévus dans la seconde partie, point 2, des Lignes directrices. Il ne serait probablement pas nécessaire d'évaluer chaque projet individuellement mais tous les grands projets et programmes devraient être évalués et contrôlés selon des procédures et des critères reconnus au niveau international. Cette évaluation ne devrait pas avoir lieu moins d'un an après l'achèvement du projet ou du programme, afin de permettre d'évaluer la durabilité de leurs bienfaits. A cet égard, l'intervenant a rappelé aux délégations que le Comité avait l'intention d'élaborer un modèle de présentation pour les rapports du Secrétariat.

30. Le représentant de la Suisse a ensuite abordé un troisième point concernant la coordination au niveau international. Un "dialogue suivi avec d'autres organisations internationales, notamment le CCI et la CNUCED, et avec des institutions régionales afin d'assurer une approche cohérente, d'identifier les domaines de compétence et de complémentarité" était prévu dans la deuxième partie, point 3, des Lignes directrices. La délégation de la Suisse serait reconnaissante au Secrétariat de bien vouloir informer le Comité de toutes les mesures prises récemment en faveur de ce dialogue, notamment dans la perspective de la réunion de haut niveau prévue pour 1997 dans le cadre du Plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés. Le Secrétariat pourrait être invité à décrire sommairement les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de cette partie des Lignes directrices et le rôle que le Comité pourrait jouer tant dans ce processus qu'à la réunion de haut niveau. L'intervenant a souligné que les idées qu'il venait d'exprimer étaient tout à fait préliminaires et que les Lignes directrices contenaient d'autres dispositions qui devaient être encore développées comme d'autres délégations l'avaient fait observer. La délégation de la Suisse prévoyait de communiquer ses idées au Comité par écrit et de participer activement aux travaux nécessaires, car son gouvernement attachait une grande importance à ces questions et espérait que le Comité continuerait de s'employer à mettre en oeuvre efficacement les activités de coopération technique de l'OMC afin de répondre aux besoins fondamentaux des bénéficiaires. Elle espérait que des travaux complémentaires seraient entrepris et que ce point resterait à l'ordre du jour.

31. Le représentant de l'Egypte a remercié le Président des efforts qu'il avait déployés depuis le début du processus relatif à la coopération technique, notamment ceux qu'il avait consacrés aux Lignes directrices dans le courant de l'année. A l'évidence, le Comité était sur la bonne voie. Le début des



travaux sur les modalités de mise en oeuvre était une étape qui avait été prévue dans les Lignes directrices, aussi sa délégation se félicitait-elle de l'amorce des discussions. Cependant, celle-ci avait, comme d'autres délégations, reçu la note informelle récemment et n'avait donc pas eu le temps de l'étudier. En ce qui concernait les formes de prestation, l'intervenant partageait certaines des préoccupations exprimées par la délégation des Communautés européennes. Cependant, sa délégation était satisfaite de constater que différentes formes de prestation étaient énumérées, car dans le passé une importance primordiale semblait avoir été accordée aux séminaires même si d'autres formes de prestation auraient peut-être été plus adaptées à certains des objectifs fixés. Il était juste d'affirmer que certaines formes de prestation nécessitaient une mise au point et une amélioration. En outre, il partageait la préoccupation exprimée par la délégation de l'Argentine au sujet de la création de points qui seraient chargés d'assurer la liaison. L'Egypte avait créé différents points de liaison et points d'information conformément à diverses dispositions des instruments de l'OMC. Ces mécanismes relevaient de différentes autorités qui avaient des domaines de compétence différents. On ne savait donc pas clairement quelle serait l'incidence de ce nouveau point "de liaison" sur la compétence de divers organismes et pouvoirs publics égyptiens. La délégation égyptienne souhaitait continuer à réfléchir à cette idée afin de déterminer si la création du nouveau point de liaison était possible ou si elle allait accroître la bureaucratie en ajoutant un échelon administratif supplémentaire qui n'était pas forcément nécessaire à l'heure actuelle. En ce qui concernait la coordination au niveau international, il y avait plusieurs programmes communs de coopération avec d'autres organisations internationales. La délégation égyptienne souhaitait avoir des éclaircissements sur la manière dont ces projets communs seraient évalués, car ils relevaient parfois de la compétence de plusieurs organisations, d'où la difficulté de les évaluer et d'en rendre compte aux différents organes. Le Président avait déjà soulevé ce point à propos du programme tripartite de coopération technique pour l'Afrique. La délégation égyptienne souhaitait avoir de plus amples renseignements sur ce point. Comme la délégation du Canada l'avait relevé, les relations entre les différentes divisions de l'OMC n'étaient pas claires s'agissant de l'exécution des programmes de coopération technique. Les Membres avaient également besoin d'éclaircissements sur le rôle des différents comités de l'OMC en matière de coopération technique, car il y avait un certain chevauchement des activités dans ce domaine. Le texte sur les modalités devait donc faire état de la nécessité de préciser quelle était la répartition de la charge de travail et des tâches entre les divisions et entre les différents comités de l'OMC. En outre, la délégation de l'Egypte approuvait la suggestion du représentant de la Suisse concernant l'envoi au Secrétariat d'observations écrites qui pourraient figurer dans une deuxième version de la note informelle que le Comité examinerait à la réunion suivante. Un document établi pour l'évaluation de la coopération technique aiderait le Comité à mettre au point les modalités de mise en oeuvre. La délégation de l'Egypte entendait communiquer au Secrétariat des observations concrètes concernant la note informelle.

32. La représentante de la Côte d'Ivoire a dit que l'initiative concernant la coopération technique était conforme à l'intention de l'OMC d'aider les pays à participer pleinement. La note informelle était une bonne base de discussion qui avait été améliorée par les observations des délégations. La délégation de la Côte d'Ivoire considérait que les pays bénéficiant de la coopération technique devaient être invités à contribuer aux travaux en soumettant des rapports afin d'accroître la transparence. Les commentaires des pays proprement dits pourraient aider à améliorer le programme au fil des ans. Sa délégation souhaitait remercier le Secrétariat de toutes les activités de coopération technique qu'il avait entreprises - y compris en coopération avec d'autres organisations - malgré ses ressources limitées. Le séminaire organisé en Côte d'Ivoire avait suscité des réactions favorables. Sa délégation souhaitait également remercier les pays qui avaient contribué au programme malgré des difficultés financières. Enfin, elle remerciait les Communautés européennes d'avoir financé le séminaire d'Abidjan qui avait réuni des représentants de pays africains.

33. Le représentant du Venezuela a dit qu'il partageait l'avis du représentant de l'Argentine concernant la nature de la note informelle et son rapport avec les Lignes directrices déjà formulées par le Comité. C'était là essentiellement un document d'information. Bien qu'il eût un caractère

informel, sa formulation laissait supposer certaines conditions, comme l'avait indiqué le représentant de l'Argentine, par exemple pour ce qui était de la désignation d'un fonctionnaire ou d'un service chargé d'assurer la liaison ou à la création d'un point d'information. Les suggestions telles que celles qui avaient été faites par les représentants du Canada et des Communautés européennes permettraient, si elles étaient retenues, d'améliorer le document, ce qui donnerait aux pays qui l'utilisent une meilleure idée de ce qui avait été accompli dans le domaine de la coopération technique et de la manière dont les programmes avaient été exécutés et organisés. En outre, la délégation du Venezuela avait écouté avec grand intérêt les commentaires relatifs au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, formulés par la délégation de la Suisse, mais elle voulait observer une certaine prudence. Le Comité devait examiner l'incidence que ce fonds pourrait avoir sur des programmes qui existaient déjà, comme celui du CCI, qui disposait de guichets permettant d'affecter les contributions fournies aux fins de la coopération. Ces activités ne devaient pas être compromises par celles qui étaient prévues dans le cadre du Comité.

34. Le représentant de Madagascar a félicité le Président du dynamisme avec lequel il avait oeuvré pour accélérer l'examen et la mise en oeuvre du programme de coopération technique. Ce programme était important pour les pays les moins avancés tels que Madagascar. Sa délégation souhaitait souligner qu'elle était satisfaite de la qualité de la coopération technique que le Secrétariat de l'OMC lui avait offerte à plusieurs reprises. Durant la seule année 1996, des séminaires avaient été organisés à Madagascar, sur le thème de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, ainsi qu'à Abidjan et une réunion destinée aux ministres des pays les moins avancés avait eu lieu à Genève pour préparer la Conférence de Singapour. De plus, d'autres réunions s'étaient tenues à l'intention de délégations de PMA. Les délégations ne pouvaient être que satisfaites du niveau actuel de la coopération technique fournie par l'OMC. Cependant, une amélioration et une accélération étaient nécessaires du fait de l'environnement international et des impératifs qui en découlaient. L'intervenant était donc reconnaissant au Président d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour du Sous-Comité et de lui avoir donné ainsi un certain degré de priorité.

35. Le représentant de Madagascar a ensuite dit que la note informelle méritait une analyse approfondie. Sa délégation en communiquerait une ultérieurement par écrit. Il était important d'examiner le rapport entre l'offre et la demande d'assistance technique et de responsabiliser, dans une certaine mesure, les pays qui en bénéficiaient. Un pays devait d'abord définir ses propres besoins pour permettre au Secrétariat d'indiquer ensuite dans quelle mesure il pouvait y répondre. Il n'était pas possible de demander aux donateurs de financer un projet mal structuré ou mal défini, quelles que soient leur générosité et leur bonne volonté. Abordant certains aspects précis de la note, l'intervenant a proposé que la date limite fixée pour la présentation des demandes d'activités de coopération technique (15 novembre), soit avancée de quelques mois afin de permettre aux donateurs de faire connaître leur avis à leur sujet, et cela dans le but de faciliter les dons. En ce qui concernait la coordination au niveau international et entre les institutions, il était notoire que les Membres bénéficiant d'une assistance technique avaient beaucoup de peine à définir leurs problèmes. Ils étaient conscients de la difficulté de s'intégrer aux échanges internationaux et de leur besoin général d'assistance technique, mais il leur arrivait parfois de ne pas s'adresser à l'organisation qui convenait, et cela parce qu'il y avait chevauchement entre les différentes organisations et qu'il n'était pas facile de distinguer leurs compétences spécifiques. L'OMC pouvait donc aider ces pays à mieux comprendre les compétences de chaque organisation et, par là, à affiner leurs demandes. L'OMC ne devrait pas se limiter à fournir une assistance technique; elle devrait aussi jouer un rôle consultatif afin que les pays qui s'adressent à elle sachent comment résoudre leurs problèmes. Ce type d'incidents s'était produit à la réunion destinée aux ministres des pays les moins avancés qui avait été organisée pour préparer la Conférence ministérielle de Singapour. L'OMC avait dû parfois rejeter une demande d'assistance technique parce qu'elle ne relevait pas de sa compétence, par exemple. En pareils cas, le problème des pays concernés demeurerait et nécessiterait une réponse. Si l'OMC n'était pas en mesure de fournir cette assistance, elle pouvait peut-être indiquer aux pays à qui ils devaient s'adresser pour l'obtenir.

36. Le représentant de la Corée a dit qu'il était important de définir des critères pour déterminer quels moyens de coopération technique étaient efficaces. A propos des déclarations faites par les délégations de la Suisse et de l'Egypte sur la coopération au niveau international, il a fait observer que l'OMC, la CNUCED et le CCI étaient dotés de fonds semblables pour la coopération technique. Pour obtenir un bon rapport coût/efficacité, il serait peut-être envisageable de mettre en place une coordination sous la forme de consultations régulières avec les organisations compétentes, par exemple. Ce système pouvait inclure la publication de listes des pays bénéficiant d'une assistance technique. L'identification des pays et la définition de leurs besoins pourraient favoriser la coopération entre les organisations compétentes.

37. Le représentant du Secrétariat a dit qu'il souhaitait formuler des observations sur la question soulevée par le délégué du Canada, à savoir la coordination des demandes d'activités de coopération technique ainsi que la planification et l'exécution de ces demandes. Comme il était indiqué dans la note informelle, la Division de la coopération technique et de la formation était l'organisme de liaison entre le Secrétariat et les délégations dans le domaine de la coopération technique et était chargée d'organiser les activités liées à l'assistance technique. Cependant, il ne faisait aucun doute que dans certains cas des pays avaient adressé directement leurs demandes aux divisions opérationnelles chargées d'un domaine ou d'un type d'activité précis. Le Secrétariat s'était efforcé d'assurer une coordination pour éviter tout chevauchement, afin de donner une image claire des activités menées par les différentes divisions. Lorsqu'une demande particulière était faite, les divisions opérationnelles et la Division de la coopération technique et de la formation prenaient certaines dispositions. Dans bien des cas, le personnel du Secrétariat participant à ces activités ne travaillait pas au sein de la division opérationnelle qui s'occupait du domaine en question, mais prenait partiellement en charge les activités exécutées à l'étranger car il était bien informé sur le sujet. La Division de la coopération technique et de la formation avait donc un rôle de coordination. Le rapport que les délégations avaient examiné auparavant passait en revue les activités de coopération technique menées par le Secrétariat et montrait par là qu'il connaissait bien les activités qu'exerçaient les différentes divisions.

38. Le Président a dit que, selon lui, le Comité devait insister sur le fait qu'il venait seulement de commencer à élaborer les modalités de l'assistance technique fournie par l'Organisation. Il valait mieux faire avancer les travaux régulièrement car le Comité souhaitait finalement "en avoir pour son argent" et obtenir ainsi la meilleure assistance technique possible pour les Membres, en particulier pour les pays en développement et les moins avancés d'entre eux. Comme certaines délégations l'avaient souligné, l'effort de clarification et de transparence était indispensable si le Comité voulait faire en sorte que de nouvelles contributions volontaires soient versées. Le Comité devait informer les donateurs de la répartition de leurs contributions et des effets qu'elles auraient.

39. Le Président a ensuite abordé la question soulevée par le représentant du Canada, concernant la relation entre la Division de la coopération technique et de la formation et les autres divisions. Le Comité voulait-il que la Division de la coopération technique et de la formation fournisse l'essentiel de l'assistance ou qu'elle coordonne la contribution apportée aux pays par chaque division dans le cadre de sa compétence? Si une assistance technique était nécessaire aux fins des notifications par exemple, la division compétente en la matière s'occuperait-elle des questions de fond tandis que la Division de la coopération technique et de la formation coordonnerait les travaux? C'était une question à laquelle il fallait prêter attention au moment où le Comité étudiait quelle devait être selon lui la nature de cette division, ce qui aurait des incidences budgétaires importantes et déterminerait la taille de chaque division. La Division de la coopération technique de la CNUCED avait un aspect différent de celle de l'OMC; elle pourrait être une source d'inspiration utile pour décider de ce qui serait la meilleure solution à l'OMC et fournir ainsi la meilleure assistance technique possible et devrait à ce titre figurer à l'ordre du jour des travaux du Comité.

40. Le Président a ensuite abordé une question soulevée par la délégation de la Suisse, entre autres. Il y avait peut-être avantage à établir un guide de la coopération technique à l'OMC, autrement dit une brochure qui décrirait à grands traits le dispositif fondamental et expliquerait les différentes formes de prestation de l'assistance technique. Il avait proposé que l'OMC tienne un plus grand nombre de séminaires régionaux, où les travaux de l'Organisation seraient présentés aux participants, avant de fournir une assistance technique plus substantielle. Le concept de flexibilité évoqué par les représentants du Venezuela et de l'Uruguay devrait être intégré au dispositif fondamental. Ce dernier devrait être décrit dans la brochure sur l'assistance technique afin que l'on sache ce qui existait et quelles étaient les différentes possibilités. Ainsi, les pays seraient en mesure de formuler leurs propres demandes sans opter pour la solution de facilité qui consistait à participer à des séminaires ou à envoyer des fonctionnaires suivre une formation à Genève. Dans ce cas également, le Comité devait s'assurer que la formation dispensée aux personnes venant à Genève avait une orientation plus pratique. L'OMC ne devait pas organiser, à l'intention de ces personnes, des conférences auxquelles elles pouvaient assister dans leur pays ou leurs universités mais devait plutôt leur offrir une formation pratique.

41. Le Président a dit que le troisième point appelé à être examiné par le Comité à l'avenir avait trait aux nombreuses questions qui avaient été soulevées par la délégation de la Suisse au sujet du Fonds d'affectation spéciale de l'OMC. Le Comité devait en outre s'assurer que ses procédures de contrôle et d'évaluation étaient claires. Les dates de l'évaluation et de l'examen devaient être fixées à l'avance. Le Comité du commerce et du développement devait tenir des réunions consacrées spécifiquement à ces questions. L'intervenant considérait qu'un petit groupe devait être chargé, au sein du Comité, des travaux préparatoires et autres à accomplir en vue de la réunion sur l'évaluation afin d'éviter que cette réunion ne consiste qu'en une discussion vaine. Les critères de l'évaluation, question soulevée par la délégation de la Suisse, représentaient le quatrième point à examiner. L'idée selon laquelle la Division de la coopération technique et de la formation pourrait faire chaque année son rapport au Comité conformément à certains éléments convenus d'avance avait été émise. Ce rapport pouvait comprendre plusieurs parties dont une sur l'évaluation interne des programmes.

42. Le Président a ensuite dit que le dernier point qu'il souhaitait aborder concernait la coopération, question soulevée par de nombreuses délégations. Là encore, le Comité devait être très prudent. En qualité de Président du Comité, il avait eu de nombreux contacts avec MM. Bélisle et Ricupero, chefs de Secrétariat du CCI et de la CNUCED respectivement. Ces contacts avaient eu pour but d'assurer une certaine cohérence entre, d'une part, les Lignes directrices et les modalités sur lesquelles le Comité travaillait actuellement et, d'autre part, les activités de ces institutions afin de faciliter l'exécution des programmes communs. Le Comité devait s'assurer que ses Lignes directrices et ses modalités n'étaient pas trop différentes de celles de ces organisations en tenant compte, bien entendu, de la spécificité de chacune d'elles. A la lumière de ses conversations avec les chefs de secrétariat de ces institutions, le Président avait cru comprendre qu'ils avaient conscience de ce problème et qu'ils coopéreraient avec l'OMC. Dans ces conditions, il proposait au Comité de les inviter à exprimer leur point de vue à la réunion suivante, prévue pour le 30 janvier 1997. Il présiderait le Comité pour la dernière fois, quelques minutes seulement, pour la passation des pouvoirs à son successeur. Avec l'approbation du Comité, il pourrait inviter les divisions de la coopération technique du CCI et de la CNUCED à cette réunion afin qu'elles expliquent comment elles menaient elles-mêmes leurs activités de coopération technique.

43. Le Président a conclu en disant que de nombreux PMA avaient le sentiment que l'OMC était soit un organisme d'aide, soit un organisme pour le développement mais qu'elle n'était ni l'un ni l'autre. Ils semblaient s'adresser à l'OMC pour obtenir une aide. Comme ils savaient définir leurs problèmes mais ne savaient pas quelles institutions devaient les traiter, il était nécessaire d'adopter une approche intégrée lorsqu'ils se rendaient à Genève. La possibilité d'être aidé par des représentants des trois organisations et l'existence de programmes communs à ces organisations résoudraient le problème de l'identification des institutions compétentes, ce qui représenterait un changement pour les PMA. L'intervenant a précisé que l'OMC ne pouvait pas, selon lui, aborder des questions qui ne relevaient

pas de ses attributions. C'était pourquoi le Comité s'était efforcé d'intégrer le concept de coopération au niveau international dans ses Lignes directrices afin de pouvoir orienter, vers d'autres institutions de Genève s'occupant de ces questions, les pays qui avaient besoin d'aide dans des domaines situés hors du champ de compétence de l'OMC. Enfin, il fallait travailler à l'organisation d'une réunion de haut niveau entre les trois institutions, comme cela avait été proposé dans le rapport du Comité au Conseil général. En qualité de Président du Comité qui formulait et acceptait les propositions, il avait pris l'initiative d'établir des contacts préliminaires avec les chefs des deux autres institutions afin de leur faire savoir que la tenue de cette réunion était prévue et de solliciter leur coopération. Il croyait comprendre que M. Ricupero donnait des instructions à son Secrétariat pour qu'il commence à réfléchir aux meilleures contributions que la CNUCED pourrait fournir à cette réunion et que M. Bélisle ferait de même. Il avait également consulté le Directeur général de l'OMC. Il invitait la délégation de la Suisse à présenter dès que possible sa communication sur les modalités. La délégation du Maroc ferait également une communication sur ce sujet, probablement avant la fin de l'année. L'intervenant remerciait le Secrétariat de ses efforts qui constituaient une bonne base pour les travaux futurs.

44. Le Président a dit qu'il souhaitait saisir l'occasion que lui offrait la dernière réunion du Comité tenue sous sa présidence pour remercier la Division du développement de lui avoir fourni un appui et des idées. Il a remercié également toutes les délégations et a dit que 1996 avait été une bonne année. Il avait constaté que toutes les délégations avaient toujours fait preuve d'un esprit de coopération. C'était dans cet esprit que le Comité devait poursuivre ses travaux.

45. Le Comité a pris note des déclarations faites.